

tenue sous la présidence de Monsieur Jouno, assisté(e)
de Monsieur Le Bonniec et Monsieur Albouy, Conseillers
En présence de Madame DOISNEAU-HERRY, Rapporteure publique
Madame Guillou, Greffière

13 heures 45

01)	DOSSIER N° 2603511	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	OQTF6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 9 avril 2026 par lequel le préfet du Finistère a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination du Maroc et lui a interdit le retour sur le territoire français pour une durée d'un an.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	Maître MAONY Manon (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DU FINISTERE	
02)	DOSSIER N° 2604046	RAPPORTEUR: Monsieur Thurian Jouno
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 24 avril 2026 par lequel le préfet du Finistère a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination du Gabon et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée d'un an (3° L611-1 CESEDA)	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître NOHE-THOMAS Margot (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DU FINISTERE	
03)	DOSSIER N° 2604230	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 27 janvier 2026 par lequel le préfet du Finistère a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français dans un délai de trente jours, a fixé le Bangladesh comme pays de renvoi et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée d'un an et l'a obligé à remettre son passeport et à se présenter une fois par semaine à la police nationale de Brest	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître NOHE-THOMAS Margot (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DU FINISTERE	

13 heures 45

04)	DOSSIER N° 2603369	RAPPORTEUR: Monsieur Thurian Jouno
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 9 avril 2026 par lequel le préfet du Finistère a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination de l'Angola et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée d'un an	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	M. le bâtonnier BUORS Franck
Défendeur	PREFECTURE DU FINISTERE	
05)	DOSSIER N° 2603370	RAPPORTEUR: Monsieur Thurian Jouno
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 9 avril 2026 par lequel le préfet du Finistère a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligée à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination de l'Angola et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée d'un an	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	M. le bâtonnier BUORS Franck
Défendeur	PREFECTURE DU FINISTERE	
06)	DOSSIER N° 2604229	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 6 octobre 2025 par lequel le préfet du Finistère l'a obligé à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination de la Georgie et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée d'un an	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	Maître VERVENNE Hannes (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DU FINISTERE	

13 heures 45

07)	DOSSIER N° 2603417	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 18 novembre 2025 par lequel le préfet d'u Morbihan a refusé de lui délivrer le titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français dans un délai de trente jours à destination de la Georgie et l'a astreint à remettre son passeport et à se présenter deux fois par semaine au commissariat de Lorient.	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur	Maître TOUCHARD Corinne (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DU MORBIHAN	
08)	DOSSIER N° 2604251	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	OQTF 6 mois - Demande d'annuler l'arrêté du 18 novembre 2025 par lequel le préfet du Morbihan a rejeté sa demande de titre de séjour, l'a obligée à quitter le territoire français dans un délai de trente jours et a fixé le pays de renvoi	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame	
Défendeur	PREFECTURE DU MORBIHAN	
Observateur	OFFICE FRANCAIS DE L'IMMIGRATION ET DE L'INTEGRATION	
09)	DOSSIER N° 2603726	RAPPORTEUR: Monsieur Thurian Jouno
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 6 mars 2026 par lequel le préfet du Morbihan a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination de la Tunisie.	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur		Maître DE RAMMELAERE Lisa (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DU MORBIHAN	

13 heures 45

10)	DOSSIER N° 2603220	RAPPORTEUR: Monsieur Thurian Jouno
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 20 juin 2025 par lequel le préfet d'Ille et Vilaine l'a obligé à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination du Congo et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée de un an (4° L611-1 CESEDA)	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur	Maître LE STRAT Gaëlle
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
11)	DOSSIER N° 2603221	RAPPORTEUR: Monsieur Thurian Jouno
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 20 juin 2025 par lequel le préfet d'Ille et Vilaine a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligée à quitter le territoire français dans la délai de trente jours à destination de l'Arménie et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée de un an (3° L611-1 CESEDA)	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame	Maître LE STRAT Gaëlle
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
12)	DOSSIER N° 2603656	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 05 novembre 2025 par lequel le préfet d'Ille-et-Vilaine l'a obligé à quitter le territoire français dans le délai de trente jours et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée d'un an	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur	Maître LE BIHAN Katell (Cour)
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	

13 heures 45

13)	DOSSIER N° 2603725	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 22 octobre 2025 par lequel le préfet du Finistère l'a obligé à quitter le territoire français dans un délai de 30 jours à destination de la Centrafrique et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée d'un an.	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame	Maître LE BIHAN Katell (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DU FINISTERE	
14)	DOSSIER N° 2603389	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 17 décembre 2025 par lequel le préfet d'Ille et Vilaine a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination de l'Albanie et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée d'un an (3° L611-1 CESEDA)	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur HALIM Véro	Maître SALIN Frédéric
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
15)	DOSSIER N° 2603390	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 28 novembre 2025 par lequel le préfet d'Ille et Vilaine a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination du Bangladesh et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée d'un an (3° L611-1 CESEDA)	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur	Maître SALIN Frédéric
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	

13 heures 45

16)	DOSSIER N° 2603391	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 2 décembre 2025 par lequel le préfet d'Ille-et-Vilaine a refusé de lui délivrer le titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français dans un délai de trente jours à destination du Gabon et lui a interdit le retour sur le territoire pendant une durée d'un an (3° de l'article L.611-1)	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur	Maître SALIN Frédéric
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
17)	DOSSIER N° 2603907	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 9 avril 2026 par lequel le préfet d'Ille et Vilaine a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination de l'Arménie et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée d'un an (3° art L611-1 CESEDA)	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur	Maître MARAL Sophie (Cour)
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
18)	DOSSIER N° 2603908	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 9 avril 2026 par lequel le préfet d'Ille et Vilaine a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligée à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination de l'Arménie et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée d'un an (3° art L611-1 CESEDA)	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame	Maître MARAL Sophie (Cour)
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	

13 heures 45

19)	DOSSIER N° 2603303	RAPPORTEUR: Monsieur Thurian Jouno
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 12 mars 2026 par lequel le préfet d'Ille et Vilaine a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligée à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination du Sénégal et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée d'un an (3° art L611-1 CESEDA)	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame	Maître JEANMOUGIN Félix (Cour)
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
20)	DOSSIER N° 2603276	RAPPORTEUR: Monsieur Thurian Jouno
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 18 novembre 2025 par lequel le préfet des Côtes d'Armo a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination de la Côte d'Ivoire et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée de deux ans	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur	Maître VAILLANT Coraline (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DES COTES-D'ARMOR	
		Arrêté le 10/07/2026 Le président du tribunal

tenue sous la présidence de Monsieur Jouno, assisté(e)
de Monsieur Ambert et Monsieur Albouy, Conseillers
En présence de Madame DOISNEAU-HERRY, Rapporteure publique
Madame Guillou, Greffière

14 heures 15

01)	DOSSIER N° 2603575	RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 07 avril 2026 par lequel le préfet d'Ille-et-Vilaine l'a obligée à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination du Pakistan et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée d'un an	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	Maître DEBAZAC Carole (Cour)
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
02)	DOSSIER N° 2603576	RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 07 avril 2026 par lequel le préfet d'Ille-et-Vilaine l'a obligé à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination du Pakistan et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée d'un an	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître DEBAZAC Carole (Cour)
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
03)	DOSSIER N° 2603222	RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 28 janvier 2026 par lequel le préfet du Morbihan a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination de l'Algérie	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître DE RAMMELAERE Lisa (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DU MORBIHAN	

14 heures 15

04)	DOSSIER N° 2603510	RAPPORTEUR: Monsieur Alexandre Ambert
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 20 aout 2025 par lequel le préfet d'Ille et vilaine l'a obligé à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination du Cameroun et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée d'un an (4° art L611-1 CESEDA)	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître LE STRAT Gaëlle
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
05)	DOSSIER N° 2604171	RAPPORTEUR: Monsieur Alexandre Ambert
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 16 juillet 2025 par lequel le préfet d'Ille et Vilaine l'a obligé à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination de l'Afghanistan et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée d'un an (4° L611-1 CESEDA)	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître LE STRAT Gaëlle
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
06)	DOSSIER N° 2604176	RAPPORTEUR: Monsieur Alexandre Ambert
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 16 juillet 2025 par lequel le préfet d'Ille et Vilaine a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligée à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination de l'Angola et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée d'un an (3° L611-1 CESEDA)	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame MUANZA Natacha	Maître LE STRAT Gaëlle
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	

14 heures 15

08)	DOSSIER N° 2603365	RAPPORTEUR: Monsieur Alexandre Ambert
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 3 décembre 2025 par lequel le préfet d'Ille et Vaine a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination de l'Azerbaïdjan (4° L611-1 CESEDA)	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	SELARL BAUDET KIBGE AVOCATS ASSOCIÉS (Cour)
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
09)	DOSSIER N° 2603673	RAPPORTEUR: Monsieur Alexandre Ambert
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 11 mars 2026 par lequel le préfet d'Ille et Vilaine a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination de l'Albanie et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée d'un an (3° L611-1 CESEDA)	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	SELARL BAUDET KIBGE AVOCATS ASSOCIÉS (Cour)
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
10)	DOSSIER N° 2603367	RAPPORTEUR: Monsieur Alexandre Ambert
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 26 novembre 2025 par lequel le préfet d'Ille et Vilaine a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination de l'Albanie et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée de deux ans (3° L611-1 CESEDA)	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître THEBAULT Irène
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	

14 heures 15

11)	DOSSIER N° 2603727	RAPPORTEUR: Monsieur Alexandre Ambert
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 2 février 2026 par lequel le préfet d'Ille et Vilaine a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligée à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination de la Géorgie (3° L611-1 CESEDA)	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame	Maître SALIN Frédéric
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
12)	DOSSIER N° 2603728	RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 2 février 2026 par lequel le préfet d'Ille et Vilaine a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination de l'Albanie et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée d'un an (3° L611-1 CESEDA)	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur	Maître SALIN Frédéric
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
13)	DOSSIER N° 2603368	RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 03 avril 2026 par lequel le préfet du Morbihan a refusé de lui délivrer un titre de séjour et l'a obligée à quitter le territoire français dans le délai de trente jours	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame	Maître BEGUIN Emmanuelle (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DU MORBIHAN	

14 heures 15

14)	DOSSIER N° 2603275	RAPPORTEUR: Monsieur Alexandre Ambert
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 19 mars 2026 par lequel le préfet d'Ille et Vilaine a refusé de lui délivrer un titre de séjour et l'a obligé à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination de la République Démocratique du Congo et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée d'un an.	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur	Maître GOURLAOUEN Carole (Cour)
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
15)	DOSSIER N° 2604063	RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 30 avril 2026 par lequel le préfet d'Ille et Vilaine l'a obligé à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination de la Guinée et lui a interdit le retour sur le territoire français pour une durée d'un an (4° L611-1 CESEDA)	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur	Maître MARAL Sophie (Cour)
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
16)	DOSSIER N° 2603223	RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 18 mars 2026 par lequel le préfet du Morbihan a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination de la Georgie	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur	Maître DAHI Sonia (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DU MORBIHAN	

14 heures 15

17)	DOSSIER N° 2603224	RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 18 mars 2026 par lequel le préfet du Morbihan a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligée à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination de la Georgie	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame	Maître DAHI Sonia (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DU MORBIHAN	
18)	DOSSIER N° 2603509	RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 1er avril 2026 par lequel le préfet d'Ile et Vilaine a refuser de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligé à quitter le trritoire français dans le délai de trente jours à destination de la Tunisie (3° art L611-1 CESEDA)	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur	SELARL TENIER-SAADAoui AVOCATES ASSOCIÉES (Cour)
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
19)	DOSSIER N° 2603655	RAPPORTEUR: Monsieur Alexandre Ambert
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 5 novemnre 2025 par lequel le préfet d'Ille et Vilaine a refusé de lui délivrer le titre de séjour sollicité, l'a obligée à quitter le territoire français dans un délai de trente jours à destination du Pérou et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée d'un an	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame	Maître VAILLANT Coraline (Cour)
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	

14 heures 15

20)	DOSSIER N° 2603301	RAPPORTEUR: Monsieur Alexandre Ambert
-----	--------------------	---------------------------------------

Titre de l'affaire OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 12 mars 2026 par lequel le préfet d'Ille et Vilaine a refusé la demande d'admission au séjour, l'a obligée à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination du Burundi et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée d'un an

Nom des parties

Demandeur

Madame

Défendeur

PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE

Représentants des parties

Madame NDAYIZEYE Fioretti

Arrêté le 10/07/2026

Le président du tribunal

tenue sous la présidence de Monsieur Jouno, assisté(e)
de Monsieur Ambert et Monsieur Albouy, Conseillers
En présence de Madame DOISNEAU-HERRY, Rapporteure publique
Madame Guillou, Greffière

15 heures 30

01)	DOSSIER N° 2302646	RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy
Titre de l'affaire	IR : demandent de prononcer la décharge, en droits et pénalités, des cotisations supplémentaires d'impôt sur le revenu et de prélèvements sociaux au titre des années 2015 et 2016	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur et Madame DUPUIS Roland et Sonia	Maître AGOSTINI-BEYER Florence (Cour)
Défendeur	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES BRETAGNE ET ILLE-ET-VILAINE	
02)	DOSSIER N° 2304019	RAPPORTEUR: Monsieur Alexandre Ambert
Titre de l'affaire	TF/CFE : demande de prononcer la décharge partielle des cotisations de taxe foncière et de cotisation foncière des entreprises qui lui ont été assignées dans les rôles de la commune de Lannion (22) au titre de l'année 2021	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	SASU CENTRALE SOLAIRE DE KERTANGUY	PWC SOCIÉTÉ D'AVOCATS (Cour)
Défendeur	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES BRETAGNE ET ILLE-ET-VILAINE	

15 heures 30

03)	DOSSIER N° 2306151	RAPPORTEUR: Monsieur Alexandre Ambert
Titre de l'affaire	Demande d'annuler le titre de recettes exécutoire émis par la Région Bretagne le 19 mai 2023 concernant la concession de l'aéroport de Dinard-Pleurtuit	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE TERRITORIALE ILLE-ET-VILAINE	SOCIETE D'AVOCATS ARVOR
Défendeur	REGION BRETAGNE DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES BRETAGNE ET ILLE-ET-VILAINE	CABINET OYAT
04)	DOSSIER N° 2601947	RAPPORTEUR: Monsieur Alexandre Ambert
Titre de l'affaire	TS : demande d'annuler l'arrêté du 13 février 2026 par lequel le préfet de la Loire-Atlantique a prononcé son expulsion du territoire français et a fixé l'Albanie comme pays à destination duquel il pourra être reconduit d'office	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur MUHJA Fatlum	Maître GOUACHE Maxime (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE	
Observateur	PREFECTURE DU FINISTERE	
05)	DOSSIER N° 2304640	RAPPORTEUR: Monsieur Alexandre Ambert
Titre de l'affaire	TAXE URBANISME : demandent d'annuler l'avis des sommes à payer du 12 juin 2023 par lequel Saint-Malo Agglomération a mis à leur charge la somme de 2 000 euros pour la participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC) pour une maison située 22 rue des Artilleurs	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur et Madame FENARD Philippe et Laurence	CABINET D'AVOCATS VIA
Défendeur	COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION DU PAYS DE SAINT-MALO	CORNET VINCENT SEGUREL (Cour)

15 heures 30

06)	DOSSIER N° 2304585	RAPPORTEUR: Monsieur Thurian Jouno
Titre de l'affaire	Demande d'annuler la décision implicite rejetant le recours administratif préalable notifié à la Commission des recours des militaires (CRM) le 9 mars 2023 tendant à obtenir l'indemnisation des fautes commises par l'Etat, ensemble la décision implicite ayant rejeté la demande préalable indemnitaire adressée au Ministère des Armées le 5 décembre 2022 et à être indemnisé de la somme de 271 470 euros en réparation du préjudice subi	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur QUERCIA Matthieu	CABINET D'AVOCATS VIA
Défendeur	MINISTERE DES ARMEES ET DES ANCIENS COMBATTANTS	
07)	DOSSIER N° 2400290	RAPPORTEUR: Monsieur Thurian Jouno
Titre de l'affaire	Demande d'annuler la décision du 16 novembre 2023 par laquelle le ministre des armées n'a agréé que partiellement à sa demande d'indemnisation des préjudices résultant du comportement fautif de l'Etat lors de la dénonciation de son contrat d'engagement dans la marine nationale et à l'indemniser du montant total de sa demande préalable	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur QUERCIA Matthieu	CABINET D'AVOCATS VIA
Défendeur	MINISTERE DES ARMEES ET DES ANCIENS COMBATTANTS	
08)	DOSSIER N° 2304063	RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy
Titre de l'affaire	IS : Demande de prononcer la décharge, en droits et pénalités, de la cotisation supplémentaire à l'impôt sur les sociétés mise à sa charge au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2016	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	SARL RESIDENCES DE KERANNO	FPA (Cour)
Défendeur	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES BRETAGNE ET ILLE-ET-VILAINE	

15 heures 30

09)	DOSSIER N° 2304238	RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy
Titre de l'affaire	IS : demande de prononcer la décharge de la cotisation supplémentaire d'impôt sur les sociétés à laquelle elle a été assujettie au titre de l'année 2016 ainsi que des pénalités correspondantes.	
Demandeur	Nom des parties SCI LISA	Représentants des parties FPA (Cour)
Défendeur	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES BRETAGNE ET ILLE-ET-VILAINE	
10)	DOSSIER N° 2304240	RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy
Titre de l'affaire	IS : demande de prononcer la décharge de la cotisation supplémentaire d'impôt sur les sociétés à laquelle elle a été assujettie au titre de l'année 2016 ainsi que des pénalités correspondantes	
Demandeur	Nom des parties SCI MAUDIA	Représentants des parties FPA (Cour)
Défendeur	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES BRETAGNE ET ILLE-ET-VILAINE	
11)	DOSSIER N° 2302738	RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy
Titre de l'affaire	CFE : demande de prononcer la décharge de la cotisation foncière des entreprises qui lui a été assignée dans les rôles de la commune de Rennes (35) au titre de l'année 2022 (artiste auteur)	
Demandeur	Nom des parties Madame PROT-POILVET Myriam Gabrielle Paulette	Représentants des parties Madame PROT-POILVET Myriam Gabrielle Paulette
Défendeur	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES BRETAGNE ET ILLE-ET-VILAINE	

15 heures 30

12)	DOSSIER N° 2601668	RAPPORTEUR: Monsieur Alexandre Ambert
-----	--------------------	---------------------------------------

Titre de l'affaire Renvoi pdt SCCE R.312-5 : Demande d'annuler la décision du 8 octobre 2025 par laquelle la commission départementale chargée d'établir la liste d'aptitude annuelle aux fonctions de commissaire-enquêteur dans le département de la Vendée a refusé de le réinscrire sur la liste d'aptitude au titre de l'année 2026, ainsi que la décision du 4 décembre 2025 rejetant son recours gracieux

	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur GRELIER Claude André	Monsieur GRELIER Claude André
Défendeur	PREFECTURE DE LA VENDEE	
Observateur	SERVICE ENQUETES PUBLIQUES – TA DE NANTES	

13)	DOSSIER N° 2602802	RAPPORTEUR: Monsieur Alexandre Ambert
-----	--------------------	---------------------------------------

Titre de l'affaire Demande d'annuler la décision du 29 octobre 2025 par laquelle la commission départementale de la Vendée chargée d'établir la liste d'aptitude annuelle de commissaire-enquêteur a refusé de le réinscrire pour l'année 2026 et la décision du 4 décembre 2025 rejetant son recours gracieux

	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur GONZALES Philippe	Monsieur GONZALES Philippe
Défendeur	PREFECTURE DE LA VENDEE	
Observateur	SERVICE ENQUETES PUBLIQUES – TA DE NANTES	

Arrêté le 06/07/2026
Le président du tribunal

tenue sous la présidence de Monsieur Jouno, assisté(e)
de Monsieur Le Bonniec et Monsieur Ambert, Conseillers
En présence de Madame DOISNEAU-HERRY, Rapporteure publique
Madame Guillou, Greffière

16 heures 15

01)	DOSSIER N° 2306569	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	CIIC : Demande de restitution du crédit impôt pour les contribuables qui réaliseraient des investissements en Corse (art 244 quater E du CGI) et d'imputation des déficits professionnels sur leur revenu global au titre de l'année 2022	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur et Madame RENOULT Christophe et M-Dominique	CABINET ORATIO AVOCATS
Défendeur	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES BRETAGNE ET ILLE-ET-VILAINE	
02)	DOSSIER N° 2302797	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annuler l'arrêté du 16 novembre 2022 par lequel le préfet d'Ille-et-Vilaine lui a interdit définitivement d'exercer les fonctions visées à l'article L.212-13 du code du sport, ensemble la décision implicite de rejet de son recours gracieux	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur RIVIERE Thomas	AVELINE BOQUET STÉPHANE
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	

16 heures 15

03)	DOSSIER N° 2400099	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
-----	--------------------	--

Titre de l'affaire Demandent la décharge partielle de la cotisation d'impôt sur le revenu au titre de l'année 2021 afin de bénéficier du crédit d'impôt au titre de la totalité des dépenses effectuées d'équipement de l'habitation principale en faveur de l'aide aux personnes

Nom des parties

Demandeur Monsieur et Madame LENFANT Patrick et Maryvonne

Défendeur DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES BRETAGNE
ET ILLE-ET-VILAINE

Représentants des parties

Monsieur et Madame LENFANT Patrick et Maryvonne

Arrêté le 06/07/2026

Le président du tribunal

tenue par Monsieur Albouy, magistrat-désigné

En présence de Madame DOISNEAU-HERRY, Rapporteure publique

Madame Guillou, Greffière

16 heures 30

01)	DOSSIER N° 2205147	RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy
-----	--------------------	----------------------------------

Titre de l'affaire TF : demande de prononcer la décharge partielle de la cotisation de taxe foncière qui lui a été assignée dans les rôles de la commune de Fouesnant (29) au titre des années 2010 à 2022

Nom des parties

Demandeur Monsieur RENE Jean-Marc

Défendeur DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES BRETAGNE
ET ILLE-ET-VILAINE

Représentants des parties

Monsieur RENE Jean-Marc

Arrêté le 06/07/2026

Le président du tribunal